



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRADE/CEFACT/2005/6  
26 avril 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE  
COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Centre pour la facilitation du commerce et  
les transactions électroniques (CEFACT-ONU)  
Onzième session, 20-23 juin 2005  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**STRATÉGIE DE FACILITATION DU COMMERCE  
ET PLAN D'ACTION POUR 2005-2007**

Document établi par l'Équipe spéciale de la Stratégie de facilitation du commerce\*  
du bureau du CEFACT-ONU

**DOCUMENT SOUMIS POUR APPROBATION**

**Résumé**

Le présent document indique la Stratégie de facilitation du commerce du CEFACT-ONU et le Plan d'action pour 2005-2007. Y sont exposés les principaux centres d'intérêt et les différents domaines d'activité prévus.

\* La Division du développement du commerce et du bois de la CEE a soumis le présent document après la date limite fixée pour la documentation officielle par manque de ressources.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
1. INTRODUCTION .....	1	4
2. MISSION ET OBJET DU CEFACT-ONU .....	2 – 4	4
3. LA FACILITATION DU COMMERCE SELON LE CEFACT-ONU: DÉFINITION ET CONCEPTION.....	5 – 11	5
4. L'ENVIRONNEMENT ACTUEL DE LA FACILITATION DU COMMERCE .....	12 – 21	8
5. PRIORITÉS DE LA FACILITATION DU COMMERCE ET PLAN DE TRAVAIL POUR 2005-2007.....	22 – 37	11
5.1 Définition des besoins et priorités en matière de facilitation du commerce.....	24	11
5.2 Élaborer de nouveaux instruments et tenir à jour ceux qui existent déjà .....	25 – 29	11
5.3 Intégration des instruments du CEFACT-ONU dans l'environnement politique actuel de la facilitation du commerce.....	30 – 31	13
5.4 Renforcement des capacités.....	32 – 34	13
5.5 Liaison avec les autres organismes.....	35 – 36	14
5.6 Promotion .....	37	14
6. RESSOURCES .....	38	14

## LISTE DES ABBRÉVIATIONS

CEE	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CEFACT-ONU	Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CTI	Comité des transports intérieurs
EDIFACT-ONU	Règles des Nations Unies concernant l'échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et le transport
FCNU	Formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IPM	Initiative de partenariat mondial pour la facilitation du commerce et du transport
ISO	Organisation internationale de normalisation
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Organisation mondiale des douanes
ONU	Organisation des Nations Unies
PME	Petites et moyennes entreprises

## **1. INTRODUCTION**

1. Le présent document indique la Stratégie de facilitation du commerce du CEFACT-ONU et le Plan d'action pour 2005-2007. Y sont exposés les principaux centres d'intérêt et les différents domaines d'activité prévus.

## **2. MISSION ET OBJET DU CEFACT-ONU**

2. Le CEFACT-ONU a pour mission de proposer «des procédés simples, transparents et efficaces pour le commerce mondial». Il a pour objet de renforcer l'aptitude des organisations professionnelles, commerciales et administratives des pays développés, en développement ou en transition à échanger efficacement des biens et les services correspondants. Il s'agit essentiellement de faciliter les transactions nationales et internationales grâce à la simplification et à l'harmonisation des procédures et des flux d'informations et de contribuer ainsi à l'expansion du commerce mondial<sup>1</sup>.

3. Cette mission du CEFACT-ONU correspond au huitième des objectifs de développement du Millénaire, à savoir «poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire ... ce qui suppose un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, aux niveaux tant national qu'international»<sup>2</sup>.

4. Grâce à la participation de représentants des pouvoirs publics et des milieux commerciaux du monde entier, le CEFACT-ONU a élaboré des normes, recommandations et outils pour la facilitation du commerce et le commerce électronique<sup>3</sup> qui sont approuvés dans le cadre d'un vaste processus intergouvernemental et appliqués dans le monde entier. Cette activité complète, en y contribuant, les travaux du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise de l'ONU<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU, TRADE/R.650/Rev.3, 9 mars 2004.

<sup>2</sup> Objectifs de développement du Millénaire de l'ONU, [www.un.org/millenniumgoals](http://www.un.org/millenniumgoals), octobre 2002.

<sup>3</sup> Les normes, recommandations et outils pour la facilitation du commerce sont souvent dénommés collectivement instruments de facilitation du commerce. Ces deux expressions sont employées ici indifféremment.

<sup>4</sup> Le Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise est l'organe intergouvernemental dont relèvent toutes les activités de la CEE relatives au développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise. Il analyse et approuve un programme de travail qui précise les tâches de tous ses organes subsidiaires.

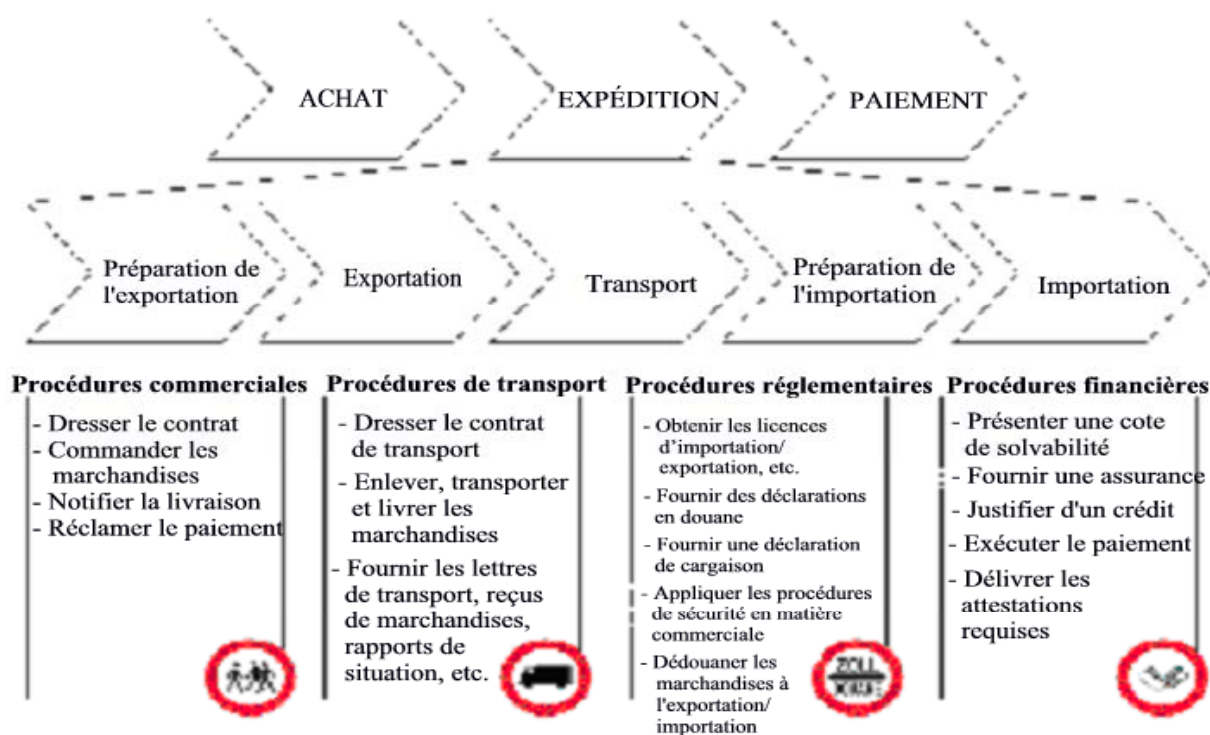
### 3. LA FACILITATION DU COMMERCE SELON LE CEFACT-ONU: DÉFINITION ET CONCEPTION

5. Activité souhaitable pour l'expansion des échanges (et de l'économie), le commerce international reste une entreprise complexe, coûteuse et parfois risquée. Il met en jeu plusieurs parties et suppose une succession d'opérations telles que l'établissement du contrat de vente, la conclusion d'un accord sur les modalités de paiement, l'organisation du financement et de l'assurance, l'emballage et l'étiquetage des marchandises en vue de leur expédition, l'organisation du transport, la prise en charge des formalités douanières et autres démarches et contrôles laborieux, le versement de droits de douane et de taxes, la livraison des marchandises au destinataire et le paiement/recouvrement du montant de la transaction.

6. La **figure 1** illustre les trois principales opérations d'une transaction commerciale internationale, à savoir l'«Achat», l'«Expédition» et le «Paiement». Sont ainsi englobés les processus associés:

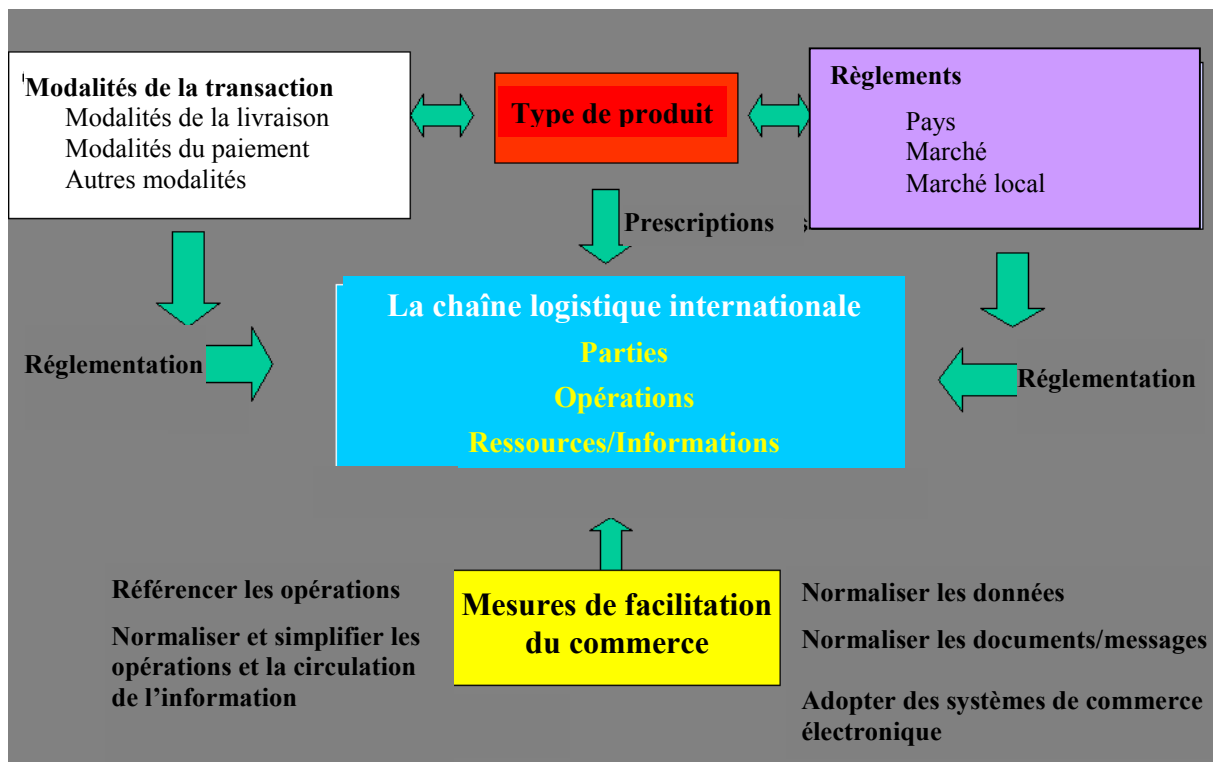
- À l'achat et à la vente;
- À la livraison des marchandises;
- Au règlement des comptes.

7. L'opération «Expédition», qui est la plus complexe des trois, comprend cinq phases plus détaillées qui sont associées à la préparation et à l'accomplissement des procédures d'importation, d'exportation et de transport. On peut considérer que, dans sa totalité, la transaction internationale fait intervenir des processus commerciaux, réglementaires, logistiques et financiers. Les plus importants d'entre eux sont également indiqués dans la figure.

**Figure 1** *La transaction commerciale internationale*

8. La **figure 2** indique les principaux facteurs qui influent sur les transactions commerciales internationales. Celles-ci sont déterminées avant tout par les modalités commerciales de la transaction, les caractéristiques des produits et la réglementation des différents pays, notamment en matière de sécurité des opérations et de circulation de l'information correspondante.

**Figure 2 Facilitation du commerce international**



9. La facilitation du commerce vise à rendre ces opérations plus faciles, plus efficaces et plus rentables.

Cela suppose, généralement:

- Que l'on simplifie et harmonise les procédures commerciales dans le monde entier (et, lorsque cela est possible et souhaitable, que l'on élimine celles qui sont inutiles);
- Que l'on simplifie, normalise et harmonise les nombreux documents qu'exige une transaction commerciale;
- Que l'on simplifie et coordonne les procédures administratives au passage des frontières, notamment les formalités douanières, mais aussi les démarches liées à la santé, à la sûreté et à la sécurité;
- Que l'on améliore la circulation de l'information qui accompagne les marchandises tout au long de la transaction (par l'application des technologies de l'information et de la communication, la normalisation des éléments électroniques des données, etc.);

- Que l'on simplifie les procédures de paiement de façon que la transaction puisse être menée à bien et que le vendeur puisse être payé<sup>5</sup>;
- Renforcer la confiance par une meilleure communication de l'information.

10. Le CEFACT-ONU, qui applique cette approche globale de la transaction commerciale, définit la facilitation du commerce comme étant: «la simplification, la normalisation et l'harmonisation des procédures et des flux d'informations connexes à prévoir pour acheminer des marchandises du vendeur à l'acheteur et en acquitter le prix»<sup>6</sup>. Au sens de cette définition, les procédures s'entendent des activités, pratiques et formalités qu'exige l'acheminement des marchandises dans le commerce international. Les flux d'informations s'entendent des flux aussi bien des données que des documents. Cette conception de la facilitation du commerce englobe toutes les opérations, notamment transfrontières, qui interviennent dans le commerce international, comme décrit plus haut.

11. La complexité et le coût des opérations que suppose une transaction commerciale dissuadent de nombreux exportateurs et importateurs potentiels, particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME), de pénétrer sur le marché mondial. Les pays en développement et les pays en transition, notamment les pays sans littoral et ceux qui sont éloignés de leurs principaux débouchés, se ressentent particulièrement de cet état de choses. Les normes, recommandations et outils du CEFACT-ONU peuvent aider les pays et les entreprises à aplanir ces difficultés.

#### **4. L'ENVIRONNEMENT ACTUEL DE LA FACILITATION DU COMMERCE**

12. Les négociations menées ces dernières décennies dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont porté surtout sur la réduction des tarifs douaniers. Ces tarifs ayant beaucoup baissé depuis lors dans le monde entier, on s'intéresse désormais aux obstacles non tarifaires au commerce, tels que les procédures complexes, les droits et redevances non tarifaires et l'absence de transparence. Comme on l'a vu précédemment, la facilitation du commerce vise à simplifier et harmoniser les procédures commerciales et les flux d'informations connexes, d'où la dimension nouvelle qu'elle a acquise, celle d'un facteur déterminant du développement économique et commercial. C'est ainsi que son impact sur la compétitivité et l'intégration des marchés est devenu de plus en plus perceptible.

---

<sup>5</sup> L'amélioration de l'infrastructure de transport est elle aussi un facteur déterminant de la réduction des coûts des transactions et une approche de la facilitation associant commerce et transport est très certainement souhaitable. Toutefois, le CEFACT-ONU est davantage tourné vers certains des éléments du transport qui sont liés à la procédure et à la circulation de l'information tandis que les modalités et l'infrastructure générales des transports relèvent de la Division des transports de la CEE et des comités qui lui sont associés comme le Comité des transports intérieurs (CTI).

<sup>6</sup> Cette définition a été adoptée dans différents documents du prédécesseur du CEFACT-ONU, le Groupe de travail de la facilitation des procédures du commerce international (WP.4) de la CEE. Le CEFACT-ONU l'a employée, à quelques détails près, dans la plupart de ses documents.



13. La facilitation du commerce s'impose de plus en plus sous l'effet des tendances actuelles du commerce international, qui se caractérisent notamment par:

- La livraison en flux tendus;
- Le recours accru au fret aérien;
- Le développement du transport multimodal;
- L'émergence des chaînes logistiques mondiales;
- Une externalisation accrue;
- L'expansion du commerce électronique, notamment sur l'Internet.

14. La sécurité a toujours été un facteur à prendre en considération dans le commerce, mais l'accent s'est déplacé ces dernières années des menaces pesant sur le commerce (piratage, fraude, vol, etc.) vers les menaces provenant du commerce (par exemple, la livraison possible d'une «bombe sale» dans un conteneur déchargé dans une zone portuaire). Il s'en est suivi l'introduction de dispositions supplémentaires en matière de sécurité dans le processus de transactions commerciales, les pays ayant le droit, et le devoir, de prendre des mesures pour protéger leurs ressortissants. Il faudrait néanmoins tenir compte des retombées générales de ces mesures sur les échanges afin de ne pas entraver l'activité économique et saper tous les progrès accomplis ces 40 dernières années en matière de facilitation du commerce. Le CEFACT-ONU contribuera activement au débat pour donner des avis quant aux retombées possibles des mesures proposées, veiller à ce que ses instruments soient pleinement appliqués au moment de prendre des initiatives en matière de sécurité commerciale et mettre en évidence les domaines dans lesquels de nouvelles recommandations ou normes pourraient s'imposer.

15. Du côté positif, les menaces à la sécurité peuvent également inciter à accélérer l'adoption de techniques déjà en place aux nouvelles tendant à faciliter le commerce, telles que l'évaluation des risques, le recours aux chaînes logistiques autorisées et l'information préliminaire concernant les marchandises à expédier. Le CEFACT-ONU saisira cette occasion pour aider à généraliser l'application de ses instruments.

16. Nombre des tendances susmentionnées, associées aux mesures et propositions actuelles en matière de sécurité des échanges, ont fait qu'il est devenu de plus en plus difficile de se passer de normes internationales en matière de documents commerciaux et d'informations préalables à l'expédition. C'est ainsi qu'en vertu de la règle des 24 heures, les États-Unis exigent des pays d'origine de leurs importations qu'ils renseignent sur leurs expéditions avant l'embarquement des marchandises. Des règles analogues ont été adoptées par l'Union européenne.

17. La facilitation du commerce fait actuellement l'objet de négociations dans le cadre du Programme de travail de Doha de l'OMC<sup>7</sup>. Ces négociations visent à préciser et améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT de 1994, qui renfermaient des dispositions sur les marchandises en transit, les redevances et formalités d'importation et d'exportation et les questions de transparence. Si le champ de ces négociations est relativement étroit en ce sens qu'il recouvre essentiellement les procédures douanières et les formalités transfrontières, il n'en reste pas moins que la facilitation du commerce devrait s'en trouver renforcée. Les membres de l'OMC étudieront aussi la nécessité de prendre des mesures effectives d'assistance technique et de renforcement des capacités<sup>8</sup> afin de faciliter le commerce des pays en développement et des pays les moins avancés, et réfléchiront à la démarche à adopter à cet égard.

18. Tous ces facteurs ont incité les pays à revoir leurs besoins, stratégies et procédures actuels en matière de facilitation du commerce. De ce fait, de nombreux pays pour lesquels la facilitation du commerce est un domaine nouveau sollicitent des avis au sujet de la nature et de la portée exactes de la question et des outils et instruments disponibles à cet effet. Certains ont demandé à être aidés à examiner la valeur et l'économie de cette démarche afin d'en déterminer l'importance relative dans le cadre de leurs priorités générales en matière de développement. Le CEFACT-ONU a un rôle à jouer face à ces besoins dans la mesure où il peut aider à formuler des normes et des recommandations, à fournir d'autres outils et à renforcer la capacité de mise en œuvre de ces dispositifs.

19. Ce regain d'intérêt pour la facilitation du commerce devrait aider les pays à se concentrer sur les problèmes concrets auxquels doit faire face leurs entreprises commerciales. Les pays pourraient se pencher, notamment, sur la nécessité d'une transparence et d'une prévisibilité accrues sans lesquelles la facilitation du commerce ne serait qu'un vain mot.

20. Les capacités à renforcer dans ce domaine doivent cadrer avec les besoins et priorités des pays tels que les auront définis les organismes gouvernementaux et les milieux commerciaux au terme de consultations et de dialogues, et ce travail de consolidation devrait s'appuyer sur les normes, conventions et recommandations internationales telles que celles qui ont été élaborées par le CEFACT-ONU.

21. On trouvera dans la section qui suit une description des travaux que le CEFACT-ONU entreprendra pendant la période 2005-2007.

---

<sup>7</sup> Le Programme de travail de Doha correspond au cycle actuel de négociations commerciales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. La facilitation du commerce a été officiellement incorporée en tant qu'objet de négociations dans ce cycle en juillet 2005.

<sup>8</sup> Le renforcement des capacités s'entend ici des diverses formes d'assistance technique et financière que fournissent les organismes donateurs pour aider les pays à améliorer leur infrastructure commerciale (ports, routes, etc.) et à mettre en œuvre des instruments et stratégies en matière de facilitation du commerce.

## **5. PRIORITÉS DE LA FACILITATION DU COMMERCE ET PLAN DE TRAVAIL POUR 2005-2007**

22. Les grands domaines d'action du CEFACT-ONU pour la période 2005-2007 sont les suivants:

- Définir les besoins et priorités en matière de facilitation du commerce dans les pays et les différents secteurs du commerce;
- Élaborer de nouveaux instruments de facilitation du commerce et tenir à jour ceux qui existent déjà;
- Intégrer les instruments du CEFACT-ONU dans l'environnement politique actuel de la facilitation du commerce;
- Renforcer les capacités des pays pour une meilleure application des instruments existants;
- Assurer la liaison avec les autres organismes compétents;
- Promouvoir les instruments du CEFACT-ONU.

23. On trouvera ci-après, sous forme résumée, une indication des travaux que le CEFACT-ONU se propose de mener à bien dans chacun de ces domaines.

### **5.1 Définition des besoins et priorités en matière de facilitation du commerce**

24. L'un des grands objectifs du CEFACT-ONU consiste à mettre en évidence les besoins et priorités des gouvernements et des entreprises en matière de facilitation du commerce et à élaborer les instruments qui conviennent à cet égard. La définition des besoins est un processus continu, à la fois proactif et réactif. Le CEFACT-ONU évaluera ces besoins périodiquement par des contacts avec les gouvernements et les organisations commerciales.

### **5.2 Élaborer de nouveaux instruments et tenir à jour ceux qui existent déjà**

#### ***5.2.1 Recommandations existantes***

25. Le CEFACT-ONU continuera de réviser et de tenir à jour les recommandations existantes. Les recommandations à l'étude sont les suivantes:

- Recommandation n° 6      Formule-cadre de facture alignée pour le commerce international
- Recommandation n° 12    Mesures destinées à faciliter les procédures relatives aux documents de transport maritime
- Recommandation n° 20    Codes des unités de mesure utilisées dans le commerce international

### 5.2.2 *Recommandations nouvelles*

26. L'élaboration de recommandations et normes nouvelles par le CEFACT-ONU est un processus continu qui répond aux priorités du marché telles que les définissent les représentants des milieux commerciaux et des gouvernements aux groupes de travail du CEFACT-ONU. Les priorités actuelles dans ce domaine sont développées ci-après.

#### 5.2.2.1 *Normes pour les documents électroniques commerciaux-UNeDocs*

27. Le CEFACT-ONU élaborera, publiera et tiendra à jour un ensemble coordonné de documents relatifs au commerce électronique international (UNeDocs) en tant que norme CEFACT-ONU pour les documents relatifs au commerce international. Y seront intégrés un modèle complet de données interdomaines, les structures de document CEFACT-ONU et XML, des méthodes de présentation des documents et des indications quant à la manière de remplir les cadres des documents.

#### 5.2.2.2 *Élaboration d'une recommandation sur des normes relatives au guichet unique*

28. Suite à l'élaboration et à l'approbation de la Recommandation n° 33 du CEFACT-ONU – Recommandation et principes directeurs concernant la mise en place d'un système de guichet unique<sup>9</sup> pour des échanges plus efficaces d'informations entre les partenaires commerciaux et les administrations – le CEFACT-ONU créera un groupe de travail composé d'opérateurs existants de guichet unique afin d'élaborer des normes assurant l'interopérabilité entre les guichets uniques. Ce travail devrait aboutir à la formulation d'une recommandation concernant un ensemble de normes pour ces mécanismes.

### 5.2.3 *Nouveaux instruments*

29. Le CEFACT-ONU mettra au point les nouveaux instruments suivants:

- **Guide pour la mise en œuvre de la facilitation du commerce:** on y prévoit une approche diagnostique de la définition des besoins au moyen d'outils tels que la Méthodologie d'audit de la facilitation du commerce de la Banque mondiale et la Méthodologie de modélisation du CEFACT-ONU. Ce guide comprendra également une version révisée et interactive du Recueil de recommandations concernant la facilitation du commerce ainsi que tous les instruments du CEFACT-ONU et de la CEE et d'autres instruments pertinents.
- **Guide d'analyse comparative des procédures de la facilitation du commerce:** guide explicatif des principes, fondements et méthodes de base de l'analyse comparative.

---

<sup>9</sup> Un guichet unique est un système qui permet aux opérateurs qui participent au commerce et au transport internationaux de communiquer des informations et des documents normalisés à un seul point d'entrée afin de satisfaire à toutes les formalités requises en cas d'importation, d'exportation et de transit. Si les informations se trouvent sur un support électronique, les données individuelles ne doivent être soumises qu'une seule fois.

➤ **Résumé des recommandations du CEFACT-ONU.**

**5.3 Intégration des instruments du CEFACT-ONU dans l'environnement politique actuel de la facilitation du commerce**

**5.3.1 *Facilitation du commerce dans le cadre de l'OMC***

30. Le CEFACT-ONU apportera son concours à la CEE pour veiller à ce que ses instruments soient pleinement pris en considération dans le cadre des négociations de l'OMC sur la facilitation du commerce et utilisés dans toute la mesure possible dans les produits connexes.

**5.3.2 *Facilitation et sécurité du commerce***

31. Le CEFACT-ONU encouragera l'élaboration de normes en matière d'information et de documents pour faire en sorte que l'information sur les marchandises expédiées soit communiquée à l'avance. Il s'agit notamment de la Formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux (FCNU), de UNEDocs, des répertoires de l'ONU concernant l'échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT-ONU) et du Code des lieux utilisés pour le commerce et les transports (LOCODE/ONU). Il étudiera aussi les besoins de l'industrie et des gouvernements en matière de normes de gestion de la sécurité de la chaîne logistique ainsi que les prescriptions connexes. Tous les travaux qui en découleront s'appuieront sur les prescriptions et la demande en matière commerciale et seront coordonnés avec ceux de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et d'autres organisations compétentes.

**5.4 Renforcement des capacités**

32. Comme on l'a observé précédemment, le nombre de pays demandant conseils et assistance en matière de facilitation du commerce a augmenté considérablement. Les besoins de ces pays, qui vont du plus élémentaire au plus complexe, portent notamment sur les méthodes de définition des besoins et stratégies généraux en matière de facilitation du commerce, de mise en évidence des facteurs de blocage, d'application de systèmes de documents pour le commerce électronique et de mise en place de guichets uniques.

33. Tous les instruments du CEFACT-ONU sont, pour l'essentiel, des outils de mise en œuvre de la facilitation du commerce. Étant donné la demande qui émane actuellement de pays néophytes, et eu égard à l'expérience acquise en matière de mise en œuvre au cours des décennies écoulées, le CEFACT-ONU élargira sa gamme d'outils, modèles et publications (voir la section 5.2) qui peuvent être utilisés par les gouvernements et les milieux commerciaux pour concevoir et mettre en œuvre une approche intégrée de la facilitation du commerce tout au long de la chaîne logistique internationale.

34. Pour être optimale, la mise en œuvre de la facilitation du commerce doit être le fruit d'un effort commun des pouvoirs publics et des entreprises commerciales. L'approche classique de cette collaboration passe par la constitution d'un comité de promotion de la facilitation du commerce (Recommandation n° 4 du CEFACT-ONU). Il importe de souligner que la configuration particulière de l'organisme de promotion compte beaucoup moins que sa fonction

et l'appui (tant financier que technique) en provenance des pouvoirs publics ou des entreprises commerciales.

### **5.5 Liaison avec les autres organismes**

35. Le CEFACT-ONU collaborera avec les nombreuses autres organisations qui œuvrent dans le secteur de la facilitation du commerce et fera connaître ses travaux, chaque fois que cela sera possible, dans toutes les réunions et manifestations intéressant la facilitation du commerce. En outre, les membres du CEFACT-ONU participeront à ces réunions dans la mesure où les ressources le permettront.

36. De plus, le CEFACT-ONU collaborera avec des groupes régionaux tels que le Conseil de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) pour élaborer et mettre en œuvre des instruments de facilitation du commerce. Il se tiendra également en rapport avec toutes les commissions régionales de l'ONU et tous les autres organismes internationaux, régionaux et nationaux compétents de l'ONU et se rapprochera du Comité des transports intérieurs de la CEE.

### **5.6 Promotion**

37. Outre qu'il entreprendra d'intégrer ses travaux dans ceux de l'OMC et des autres organismes et mécanismes pertinents, le CEFACT-ONU élaborera une brochure d'information couvrant tous les instruments existants. En outre, son site Web sera amélioré.

## **6. RESSOURCES**

38. La capacité du CEFACT-ONU de mener à bien son programme de travail est fortement tributaire de ses ressources, notamment de la participation d'experts aux différents groupes de travail. Le travail de facilitation du commerce mené dans le domaine des procédures commerciales est entrepris surtout par le Groupe de travail des procédures du commerce international (TGB 15) qui relève actuellement du Groupe des procédés commerciaux internationaux (TGB) du Forum du CEFACT-ONU. Des plans précis seront élaborés afin de réviser et d'élargir la structure du Groupe et des groupes de travail s'agissant de la facilitation du commerce au sein du CEFACT-ONU afin de couvrir tous les domaines visés dans le présent document.

-----